

Le communautarisme, ça coûte cher, en particulier en région PACA

On vient d'apprendre, au détour d'un article de La Provence où la nouvelle est traitée en une ligne, que la région a financé, à hauteur 100 000 euros, le film Hors la Loi, de Rachid Bouchareb, qui fait l'apologie du FLN algérien et dénonce la France "colonialiste" :

<http://www.laprovence.com/article/france/legers-incidents-a-marseille-pour-la-projection-de-hors-la-loi>

Ce n'est pas la première fois que ce Conseil Régional défraie la chronique ; il a déjà été le théâtre d'importants détournements de fonds publics pour lesquels sa vice-Présidente Sylvie Andrieu a été mise en examen ; elle se défend en incriminant le Président du Conseil régional Michel Vauzelle:

<http://www.observatoiredeessubventions.com/2010/detournement-de-fonds-publics-a-marseille/>

Le détournement de fonds publics est évalué au minimum à 750 000 euros. Rolland Balalas, ancien secrétaire général du groupe PS au conseil régional et ex-assistant parlementaire de Mme Andrieux, a déclaré aux enquêteurs que les détournements visaient à acheter les services de responsables associatifs dans des quartiers populaires du nord de Marseille, où l'élue a son fief, pour la campagne des législatives de 2007 :

http://www.lemonde.fr/politique/article/2010/07/08/la-deputee-ps-sylvie-andrieux-mise-en-examen_1385491_823448.html

Catherine Ségurane

M. Accoyer, ma colère est forte après votre capitulation devant le CFCM !

Monsieur le président de l'Assemblée Nationale bonjour,
J'ai appris hier avec stupeur et consternation la décision que vous aviez prise d'interdire le débat suite au communiqué du CFCM.

Qu'un organisme religieux se permette, et je cite, de "formule[r] le souhait que le Président de l'Assemblée Nationale, M. Bernard ACCOYER, annule la tenue de cette rencontre qui risque de donner lieu à des dérapages de la part de certains intervenants" est déjà suffisamment grave en soi, mais que vous y répondiez favorablement est là proprement scandaleux et éminemment grave.

Donc aujourd'hui le CFCM a droit de regard sur les réunions qui peuvent avoir lieu à l'Assemblée Nationale?

"La France est une République indivisible, laïque, et démocratique. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion."

Il n'est pas nécessaire je le pense de vous faire remarquer à quel point votre conduite est en désaccord avec l'article premier de notre constitution.

Vous mettez le doigt dans un engrenage très dangereux Monsieur le député.

Admettons que demain le CFCM demande la suppression de l'enseignement de Voltaire ou de Montesquieu, qui tous les deux critiquent le pouvoir du sultan, de Baudelaire, qui incite au vice dans ses poèmes, ou celui du Faust de Goethe, puisque abordant le thème de satan, répondrais vous favorablement en émettant une proposition de loi?

Que votre parti, l'UMP, décide d'annuler la tenue de ce débat dans ses locaux suite à un article calomnieux du journal Le Monde, cela ne me choque pas. Après tout votre parti peut bien

organiser les débats qu'il souhaite dans l'enceinte de son siège, et la lâcheté avec laquelle Monsieur Xavier Bertrand a réagi ne m'étonne guère. Il paraît à mes yeux en effet très improbable que l'UMP se soucie des inquiétudes de plus en plus vives ressenties aujourd'hui par les Français. Bref passons.

Par contre que vous, député et président de l'Assemblée Nationale, vous permettiez de déprogrammer cette réunion!

Je ne peux vous décrire à quel point ma colère est forte.

<img4853|center>

J'enrage que vous ayez pu prendre en compte les pseudo-arguments avancés par le CFCM, qui en passant ne manque pas d'audace mais grandement de modestie, dans son communiqué.

La seule réaction qui restait valable à la lecture de cette déclaration, réaction qui aurait dû être la votre, était celle de renvoyer le CFCM dans son domaine: la foi.

A l'instar de Victor Hugo vous auriez dû dire: "Je veux l'Eglise chez elle et l'Etat chez lui!"

Depuis 160 ans des hommes se sont battus afin que le religieux n'interfère plus avec le politique, afin que chacun ait le droit de croire et de pas croire!



Et aujourd'hui, vous un homme élu par le peuple français pour défendre sa constitution et ses droits vous vous permettez à

une demande qu'on avait plus vu depuis 1905, la demande de l'interdiction d'un débat organisé à l'Assemblée Nationale par un groupe religieux, d'aboutir!

D'autant plus que le présent communiqué est affolant, je vous demanderais encore quelques minutes de votre temps pour que nous l'analysions ensemble:

"Aussi, le CFCM s'étonne qu'un débat organisé par des personnalités connues pour leurs prises de position outrancières et caricaturales à l'égard de l'Islam et des musulmans puisse se tenir dans un lieu hautement symbolique, garant de l'égalité et de la fraternité entre les citoyens."

Le CFCM estime ainsi avoir un droit de regard sur qui peut et doit être invité aux débats de l'Assemblée Nationale, tout en rappelant la symbolique de ce lieu. C'est tout de même d'une outrecuidance rare de la part d'un organisme qui viole de façon gravissime la loi de 1905.

"Le CFCM dénonce avec force l'amalgame inacceptable qui découle de cette association malheureuse et scandaleuse entre la religion musulmane et le débat sur l'immigration."

L'intitulé du débat était, pour rappel: "Immigration, Islamisme, la France menacée?"

Le CFCM ne cesse pourtant de nous rabâcher que l'islamisme n'est pas l'islam, pourquoi voit il ici une association avec la religion musulmane?

Et ensuite, l'immigration provient principalement aujourd'hui principalement de pays à populations majoritairement musulmane, en quoi est ce inacceptable de le dire?

"Le CFCM formule le souhait que le Président de l'Assemblée Nationale, M. Bernard ACCOYER, annule la tenue de cette rencontre qui risque de donner lieu à des dérapages de la part de certains intervenants."

Revenons sur cette phrase si vous le voulez bien.

Outre l'incroyable fatuité qui permet à M. MOUSSAOUI de demander purement et simplement l'annulation du débat, il y a un autre élément dans cette phrase qui retient mon attention.

Cette rencontre risquerait ainsi de donner lieu à des dérapages. Quelle est cette logique incroyable qui semble

gouverner notre pays?

On ne pourrait plus aborder certains sujets car il y aurait des risques de dérapages?

Mais enfin?

D'abord qu'est ce qu'un dérapage? Un dérapage s'apparente en fait à un discours différent de celui tenu actuellement par les médias, les principaux responsables politiques, les ministres, etc, à savoir qu'il existe une laïcité en France, que l'islam ne la respecte pas dans bien des cas, et que l'immigration n'est pas forcément une chance pour la France.

Un dérapage, c'est en fait un blasphème, un blasphème contre le bon ton, la bienpensance, ce qu'il est convenable de dire.

Un dérapage c'est finalement dire la vérité sans détour, de la manière dont on la voit, sans se soucier que cela puisse choquer une "communauté".

Est-ce un dérapage aujourd'hui de dire que les croisades et la Reconquista ont été injustes et cruelles? Ou encore que l'esclavage de la France et la colonisation furent atroces?

Non c'est un fait acquis et personne ne va menacer de mort qui que ce soit pour tenir de tels propos. Pourtant les Chrétiens et les Espagnols pourraient se sentir choqué et discriminer non? Et que dire pour les français à qui on fait porter le poids d'actes qu'ils n'ont pas commis...

Est-ce un dérapage de dire aujourd'hui que la conquête musulmane de l'Espagne fût sanglante ou que l'esclavage au travers des siècles était surtout du fait des pays musulmans, et qu'il y est encore appliqué aujourd'hui? Oui

Oui c'en est un.

Deux poids, deux mesures.

Le dérapage c'est l'apparition du délit d'opinion. On frappe d'anathème, on stigmatise (le mot est ici employé correctement, contrairement à la plupart des cas) celui qui le fait.

Oh bien sûr pas de peine de mort, du moins pas encore, pour cela. On fait juste rappliquer tout ce que la France compte d'association anti-raciste, de représentants des "communautés", de professionnels du compassionnel, etc, et on

demande la démission du malheureux qui c'est laissé aller à "mal penser", on lui attente un procès, on l'ostracise et on espère le bannir à jamais de la vie sociale française..

Et que dire de l'offensive de l'OCI depuis des mois pour faire appliquer une peine de mort automatique et internationale en cas de blasphème? Et surtout que dire de l'absence de condamnation par les prétendus responsables du culte musulman en France?

Ou plus proche de nous, la demande de faire de l'islamophobie un délit?

Il existe une offensive très agressive visant à réintroduire le délit de blasphème et à mettre à bas la liberté de pensée, en accédant à cette demande du CFCM vous lui ouvrez grand la porte.

Je conclurais mon message en vous demandant une explication, en tant qu'élu de la République, sur cette conduite, et en vous donnant un conseil Monsieur le député.

Si votre voeu est d'accroître les tensions entre les Français, de provoquer des troubles, voire une guerre civile, continuez vous êtes bien parti. Si par contre vous prenez réellement votre rôle d'élu du peuple à coeur, et que votre but est de protéger et respecter la constitution française et d'éviter la radicalisation politique de vos concitoyens, alors il est grand temps de changer de comportement.

J'envoie copie de ce mail à Riposte Laïque, au Monde, au Figaro, et au CFCM.

J'attends une réponse de votre part rapidement, et vous renverrez copie de ce message par lettre dès lundi.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations, ainsi que de ma plus profonde inquiétude.

Simon MANOU

M. Accoyer, à quand le drapeau de l'islam sur le toit de l'Assemblée nationale ?

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Vous avez jugé bon d'annuler le débat "Immigration, islamisation : un danger pour la France ?" qui devait avoir lieu dans les locaux de l'Assemblée Nationale.

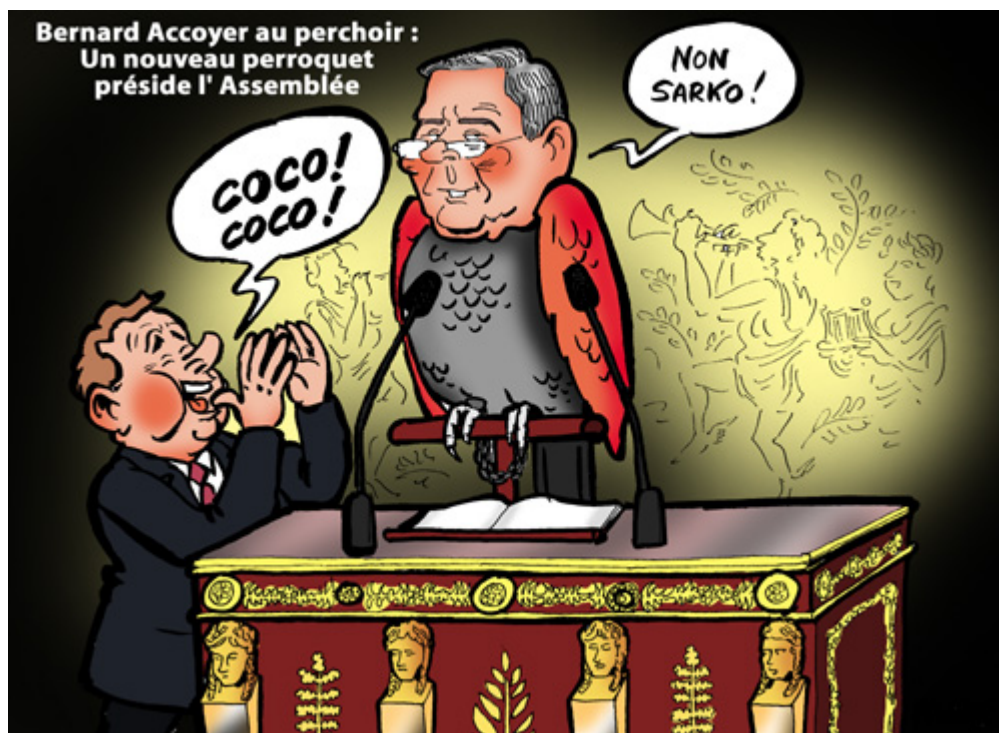
Or cette annulation est survenue après le communiqué émanant de l'oulema Mohamed Moussaoui. Autant dire que vous avez cédé aux pressions du CFCM et que vous avez laissé un pouvoir religieux prononcer un interdit, dans un pays laïc comme le nôtre, qui non seulement reconnaît la liberté d'opinion et de conscience depuis 1789, mais entend donner les moyens de les exprimer :

"La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté, dans les cas déterminés par la Loi. "

Sommes-nous encore dans un pays démocratique, quand c'est le Président de l'Assemblée Nationale lui-même qui se conforme à la charia islamique ?

Sommes-nous encore dans une France républicaine, quand c'est le Président de l'Assemblée Nationale lui-même qui interdit l'échange et le débat d'opinions, au mépris de la loi française ? Nous sommes en droit d'en douter !

Vous participez, vous aussi, à l' "assassinat" de la France et de ses valeurs, en brimant la liberté d'expression qui est le fondement même de notre Nation.



On découvrira également la danse du ventre, autour de l'Union des Associations Musulmanes du 93, du maire du Raincy, Eric Raoult, qui défendra le retour du délit de blasphème, et enverra moult messages de bonne volonté, au nom de l'UMP, pour récupérer l'électorat musulman, en 2007.

Mais apparemment, François Bayrou, dans un autre registre, sera plus convaincant. Seul candidat à la présidentielle à se déplacer en personne à l'invitation de l'UAM-93, il donnera des gages en prenant sur ses listes l'ancien judoka Djamel Bouras, qui dédiait ses médailles aux combattants musulmans du monde entier, et à Azouz Begag, qui défendait, dans le gouvernement Villepin, le droit à la polygamie sur le territoire français !

Dans l'est de la France, on en apprend de belles, également, sur les exploits de Bockel, ancien socialiste devenu ministre de Sarkozy, à Mulhouse, ou de Grosdidier à Woippy. Ce dernier, ancien militant de droite extrême, comme Eric Raoult, se distinguera, comme ce dernier, en réclamant un délit d'islamophobie en France.

Laurent Cathala, maire socialiste de Créteil, financera l'implantation d'une mosquée radicale dans sa ville, et réclamera, devant des musulmans ravis, un assouplissement de la loi de 1905.

Serge Dassault, à Corbeil-Essonnes, a financé une bonne partie de la construction de la mosquée, et fera virer le modeste chèque de 500.000 euros sur le compte d'un des membres de sa liste, par ailleurs accusé de violences envers les forces de l'ordre.

Les lecteurs de Riposte Laïque connaissent, par les vidéos et articles de Maxime Lépante et Roger Heurtebise, les projets de Delanoë, qui, bien qu'augmentant les impôts locaux des Parisiens de 9 %, trouve quand même 20 millions d'euros pour financer un projet culturel où il y a une mosquée !

A Strasbourg, le maire socialiste, Roland Ries, qui vient de s'illustrer en décorant Moussaoui (on se demande encore pourquoi) poursuit la politique de Fabienne Keller. Conseil général, conseil régional, municipalité, l'argent des contribuables coule à flots.

Une de nos têtes de Turc préférées, Martine Aubry, maire de Lille, y est également bien épinglée. Celle qui accueille la Ligue Islamique du Nord, tous les ans, dans la grande salle municipale de sa ville, qui a permis l'installation d'un lycée musulman appelé Averroes, où, selon une enquête de Marianne, on ne parle que du Coran à longueur de journée, qui a initié les piscines communautaristes, ne montre pas, par ses pratiques, un grand respect des principes laïques. Son deuxième mari, Jean-Louis Brochen, par ailleurs ancien bâtonnier du barreau de Lille, et adjoint à la Culture, défend systématiquement les islamistes depuis 1993 (premières jeunes filles voilées au lycée Faidherbe). Il a également été l'avocat du gang de Roubaix, proche de la nébuleuse terroriste, rendu célèbre par la violence de ses braquages. Il défendra également le groupe de rappeurs musulmans "Snipper", dont les paroles appelaient ouvertement à l'émeute et à la haine raciale. On comprend mieux pourquoi "Martine" est régulièrement réélue à Lille, et encore davantage pourquoi elle réclame aussi fortement le droit de vote des étrangers aux élections locales et nationales...

Même André Gerin, le maire de Vénissieux, président de la mission parlementaire contre le voile intégral, paraît avoir

fait preuve d'une grande candeur, pour ne dire que cela, en favorisant l'implantation d'une mosquée tenue par les intégristes turcs de Milli Gorus.

A Toul, on frémit quand on voit que pendant une semaine, l'église a été bombardée de jets de pierres par des jeunes musulmans, le curé régulièrement insulté, sans réaction des autorités... mais que tout le monde se mobilisera quand la mosquée sera profanée.

Ce livre est utile, et même indispensable, pour mieux comprendre la stratégie des islamistes, et la place de la construction des mosquées dans cette méthode de lente conquête de la France. Il montre une véritable collaboration entre les principaux maires de pays et les religieux radicaux, déguisés souvent en musulmans modérés. Il permet de mieux connaître la nature de l'UOIF, du mouvement Tabligh, et du mouvement islamiste radical turc Milli Gorus.

En conclusion, Joachim Véliocas s'appuie sur la réalité démographique, et nous confirme qu'entre 1990 et 2005, 1,5 million d'étrangers ont été naturalisés français, soit davantage qu'au cours des deux siècles précédents ! 49 % de ces naturalisés viennent d'un des trois pays du Maghreb, et le phénomène s'accélère. Rien qu'en 2006, 150.000 étrangers ont été naturalisés, dont 93.000 Africains. Et Besson vient de se vanter d'avoir fait encore mieux, dans les six premiers mois de l'année. L'auteur ne cache pas son inquiétude, pour les prochaines années. Il craint une pression de plus en plus forte, avec l'évolution de la démographie, sur des élus qui, dans un premier temps, devront miser sur le vote musulman pour gagner une élection... jusqu'à ce que, tel à Roubaix, les musulmans deviennent majoritaires.

Ce livre confirme le diagnostic d'Oskar Freysinger, interviewé par l'éditeur de cet ouvrage, Jean Robin, sur "Enquête et Débats" : la France a besoin d'un Charles Martel. Sinon, comment faire pour que la logique démographique, stratégie des islamistes, ne finisse par faire de notre pays une terre musulmane, où la charia s'appliquera, et où nos enfants seront des dhimmis ?

<http://www.ripostelaique.com/Oskar-Freysinger-En-France-vous.html>

Un ouvrage dont nous ne partageons pas l'ensemble du contenu, mais qu'il faut lire pour mieux comprendre la réalité du péril qui nous guette...

Jeanne Bourdillon

Ces maires qui courtisent l'islamisme

Joachim Veliocas

Editions Tatamis – 280 pages

20 euros

Commander avant le 17 octobre sur le site www.tatamis.fr

Interview de l'auteur :

<http://www.fdesouche.com/140010-sortie-du-livre-ces-maires-qui-courtisent-lislam-le-17-octobre-2010>

Ehsan Jami, ex-musulman d'origine iranienne, rejoint Geert Wilders

Au Pays-Bas, un jeune iranien courageux a choisi son camp et c'est celui de Geert Wilders. Naturalisé hollandais, Ehsan Jami, un ex-musulman de 24 ans, né et élevé en Iran, et connu pour ses positions critiques sur l'islam, a rejoint le PVV, Parti de la Liberté de Geert Wilders.

Arrivé aux Pays-Bas avec ses parents en 1995, il a abjuré sa religion, l'islam, après les attentats du 11 septembre 2001. Depuis, il a fondé un comité pour les ex-musulmans, qui soutient les apostats. Cette initiative, a divisé la société néerlandaise et focalisé l'attention des médias sur le jeune alors élu du Parti travailliste

Depuis, il a obtenu un poste de conseiller municipal de La

Haye aux élections locales qui ont eu lieu en mars dernier, et aurait pu briguer un siège au parlement dans le parti de Geert Wilders lors des dernières élections législatives, si sa vie n'avait pas été trop exposée.

Au printemps de 2007, il a créé le comité pour les ex-musulmans qui réclame le droit pour les musulmans de renoncer à leur foi. En Septembre de la même année, il avait écrit un éditorial avec Geert Wilders dans le quotidien Volkskrant, dans lequel ils comparaient Mahomet au dictateur nazi Adolf Hitler.

La parution de cet éditorial lui valut son expulsion du parti travailliste. Le VVD (Parti Libéral) et le PVV (Parti de la Liberté) ont tout deux essayé de le recruter dans les mois suivants.

Jami, doit vivre sous protection étroite dans un lieu tenu secret depuis l'agression brutale dont il a été victime, le samedi 4 août 2007, par deux somaliens et un nigérien qui l'ont gravement roué de coups. Cet évènement a troublé un peu plus les relations difficiles entre musulmans et non-musulmans aux Pays-Bas.

En fait, Ehsan Jami cumule tous les défauts pour les musulmans orthodoxes : il n'a pas seulement abjuré sa religion, mais il incite d'autres à suivre son exemple et il dit le plus grand mal de l'Islam et de son prophète : ce sont là des crimes, les uns plus graves que les autres aux yeux des musulmans orthodoxes et tous punis par la peine capitale.



Contrairement à la majorité de nos féministes hexagonales, Alice a su faire passer dans la réalité ses convictions, par le succès populaire de son magazine, et sa présence sur la scène médiatique. Elle prend des risques pour sa carrière et son image en dénonçant ainsi la contradiction insoluble entre islam et république. Une note d'espoir dans son livre : selon une enquête sur les musulmanes en Allemagne, seule une minorité d'entre elles portent le voile. C'est avec cette majorité silencieuse de femmes qu'Alice Scwharzer veut dialoguer et non avec les représentants d'organismes intégristes, qui sont là bas aussi, les seuls interlocuteurs des pouvoirs publics.

L'enjeu est de taille : il s'agit de faire émerger une parole raptée et détournée par des porte parole autoproclamés des musulmans, et de marquer la différence entre cette minorité extrémiste et l'ensemble des musulmans manipulés. Les élus se sont fait piéger par un « faux dialogue » et une « fausse tolérance », pour des raisons électoralistes. A nous, représentants vigilants de la société civile de faire entendre notre voix, par dessus les lâchetés conjuguées des politiques et de leurs alliés, les médias.

L'Allemagne, par les voix courageuses de Sarrazin et de Schwarzer, montre que l'ère de l'aveuglement arrive à son terme. Leur exemple est d'autant plus encourageant que ce sont deux personnalités issues de la gauche. Ils ont fait le même chemin que nous à RL et ont accepté d'admettre la dure réalité : nous ne sommes plus de cette gauche là, qui pactise avec le fascisme vert. Partout en Europe, monte le même rejet de cette complicité honteuse . Cette voix nouvelle est inclassable, elle a parfois une provenance, la gauche, mais elle n'a plus d'appartenance autre que la recherche de vérité, dans le souci essentiel de protéger nos idéaux républicains.

Anne Zelensky

"Le Post" accuse Riposte Laïque d'être au coeur du complot sioniste !

Article savoureux de stupidité, que nous vous recommandons, histoire de rire un bon coup ! Rappelons que Le Post avait osé faire paraître un texte faisant dire à Christine Tasin qu'elle appelait à brûler le Coran, ce qui leur a valu un dépôt de plainte.

[riposte-laïque-fdesouche-identitaires-finkielkraut-and-co-les-reseaux-islamophobes-de-france-taupes-du-fanatisme-neoconservateur-et-du-choc-des-civilisations-sur-la-base-d-une-ligne-directrice.html](https://www.riposte-laïque.fr/2017/07/12/riposte-laïque-fdesouche-identitaires-finkielkraut-and-co-les-reseaux-islamophobes-de-france-taupes-du-fanatisme-neoconservateur-et-du-choc-des-civilisations-sur-la-base-d-une-ligne-directrice.html)



Si je me suis ainsi un peu trop étendue sur mon propre exemple, c'est pour montrer combien, dans une période de recompositions comme celle que nous vivons, on peut se retrouver alliés aux personnes les plus inattendues, sans qu'il s'agisse pour autant de Tartufferie. Un tel vocabulaire est totalement déplacé, de même que des remarques sur les parcours précédents des uns et des autres. Je n'ai pas à me justifier auprès du FN (et Pierre Cassen non plus) de ne pas apprécier Jean-Marie Le Pen : il n'est ni féministe ni laïc, donc, nous ne sommes pas du même bord. A cet égard, je fais une grande distinction entre lui et sa fille. De même, je n'ai pas à me justifier de mon adhésion au FN auprès des lecteurs de gauche de Riposte Laïque. La seule chose que j'ai à leur dire, c'est que, si les gens de leur bord avaient moins ouvert les frontières à l'immigration et à l'islam, je n'aurais pas besoin de passer au FN.

En résumé : si Marine ne touche pas à la loi Veil et si elle mène une politique sociale respectueuse des salariés, elle est de gauche au sens que je donne à ce mot, et cela suffit à mon esprit simple.

Deuxièmement, il est bon d'être un peu respectueux des gens et d'arrêter de leur reprocher leurs parcours passés, d'autant plus que ceux-ci, dans une période de recomposition comme la nôtre, ne peuvent être que paradoxaux. Il faut voir des gens

dans leur dynamique, et respecter leur parcours tel qu'ils le vivent en espérant qu'il les mènera à nos côtés dans le combat vital contre l'islamisation de la France.

Personnellement, je ne pourrais mener le combat dans les rangs de l'UMP, mais, si nos amis de la Droite ont eu envie de le tenter, cette démarche est à respecter même si je ne la partage pas. Jusqu'à il y a peu, ils se croyaient à l'UMP. Celle-ci, en ce qui me concerne, ne m'inspire aucune confiance. En effet, elle n'a cessé de favoriser l'islam de toutes les façons, admettant les pires islamistes au Conseil Français du Culte Musulman, prônant la laïcité "positive" et couvrant la France de mosquées. Je ne suis pas dupe des petits gestes que l'UMP a faits face aux excès de l'islam. Interdire le voile intégral, c'est bien un minimum. Mais c'est tous les voiles qu'il faudrait interdire. De même, retirer la nationalité française aux polygames, ce serait une bonne idée, mais l'UMP s'est contentée de l'agiter dans les médias. Sarko ne l'a pas reprise dans son projet de loi. Donc : poudre aux yeux, enfumage et propagande.

Quelle attitude avoir vis à vis de responsables de l'UMP (ou qui se croyaient tels) plus fermes, comme Vanneste, Lemoine ou Beschizza ? D'abord, on a le droit de les apprécier en tant que personnes, de les croire sincères et d'être heureux d'écouter un débat avec eux. Cela n'empêche pas d'en voir les limites. Ce n'est pas eux qui déterminent la ligne politique de l'UMP. Ils ont vocation à rester à la base tout en attirant le vote d'électeurs islamo-vigilants. Personnellement, j'espère qu'ils se rendront compte de la façon dont Sarko les manipule, et la logique voudrait que la récente pantalonnade les y aide. J'espère qu'ils finiront par rejoindre Marine, parce que, pour gagner, on a besoin d'eux.

De même, quand l'imam Chalgoumi essaie de structurer un islam de France, cette démarche est à respecter même si personnellement je n'y crois pas trop, et même si je pense qu'il est le mieux placé pour finir par se rendre compte que couvrir la France de mosquées est exactement le contraire de ce qu'il faut faire si l'on veut favoriser les musulmans laïcs

face aux extrémistes. En effet, dans une mosquée, les extrémistes ne peuvent que gagner puisque, pour eux, le jihad est plus important que la prière. Donc, cela ne les gêne pas de créer des incidents et de perturber le fonctionnement d'établissement. Ils ne seront donc jamais ceux qui font les concessions.

On a besoin de tout le monde. Et tout le monde peut s'entendre, pas seulement pour se battre contre l'islam, mais aussi, plus tard, pour gouverner et redresser la France. Il suffit d'y mettre du sien et de chercher l'union plutôt que le conflit. Nous n'avons aucun besoin de sortir chacun notre thématique la plus clivante et de ressasser des griefs remontant à plusieurs élections en arrière.

Pour contenir l'offensive de l'islam, on a besoin de tout le monde. Pas seulement de la droite libre, mais aussi de la gauche libre et du centre libre.

On a besoin de la FRANCE LIBRE.

Catherine Ségurane

A Chloé Demoulin, de Bakchich, le prix de la malhonnêteté journalistique de la semaine

Cette obscure journaliste de "Bakchich" a commis un article où la mauvaise foi, la malhonnêteté et l'incompétence se bousculent. Elle n'a vu que quelques personnes devant l'assemblée, alors que les images publiées démontrent le contraire. Elle parle d'une manière particulièrement méprisante de Christine Tasin, et de ses origines de fille de

“femme de ménage”. Il est vrai que Sifaoui avait accusé Pierre Cassen de n’être qu’un ouvrier ! Elle montre enfin une rare incompétence en écrivant que Christine Tasin avait quitté le MPF de Villiers... confondant avec Debout la République de Nicolas Dupont-Aignan.

